

Les Marocains boycottent Danone pour une augmentation de deux centimes sur 4 produits...

écrit par Christine Tasin | 17 juin 2014



✘ Mais ils ne disent rien sur l'augmentation du prix des hydrocarbures (73%) qui est répercutée par Danone sur ses produits... et ne se révoltent pas contre l'inflation de 24% !

http://www.challenges.fr/entreprise/20140603.CHA4513/ce-qu-il-y-a-derrriere-le-boycott-des-yaourts-danone-au-maroc.html?cm_mmc=Acqui_Outbrain_-_CHA_-_web_-_edito

Bref, on sent, partout, dans le monde arabo-musulman l'envie d'en découdre avec l'Occident, à tout propos, et au moindre prétexte, sans aucune remise en cause de la corruption, de l'impéritie des politiques, de la gestion calamiteuse des aides qui viennent d'Europe et d'ailleurs...

On s'étonnera une fois de plus (ou du moins on feindra de le faire) de voir le Qatar investir en France, de voir l'Arabie Saoudite financer des djihadistes et des mosquées en France mais ne pas faire jouer la solidarité avec les pays musulmans, alors que la oumma devrait les conduire à les aider en priorité...

Il est évident qu'il y a derrière tout cela l'idée d'islamiser à tout prix la France en laissant les pays musulmans en déshérence, ce qui pousse leurs ressortissants à les quitter pour venir s'installer en France.

Il y a, en sus, l'idée d'imposer par la violence et la menace l'ordre arabo-musulman partout, y compris (et surtout ?) dans les entreprises occidentales comme Danone, sommées de travailler à perte dans les pays musulmans (et donc de se rattraper avec les cochons de payants européens).

L'article de Challenges devrait ouvrir les yeux des investisseurs étrangers. Ce qui arrive à Danone, qui a fait « du social », qui a proposé des aides spécifiques au Maroc et à ses habitants désargentés risque bien de leur arriver à leur tour. Ils seront remplacés, peu à peu, par les Chinois ou les Indiens, après avoir mis à mal nos entreprises, rendant ainsi plus difficile pour la France le combat, inévitable, qui va devoir être mené pour dire non à l'islamisation accélérée de notre pays depuis le 6 mai 2012.

Christine Tasin